



Pôle Recherche et Publications

Comprendre et combattre la désinformation en Afrique

Par

Dr Roméo SAA NGOUANA, Sociologue
Chargé de Recherches au Think tank CEIDES

Décembre 2022

La désinformation constitue aujourd'hui un fléau mondial avec le développement des NTIC et surtout l'essor fulgurant des réseaux sociaux ou encore des medias de réseaux. Le développement sans précédent de l'intelligence artificielle amplifie également le phénomène. Par exemple, Selon le rapport 2019 de Deeptrace Labs, une entreprise hollandaise qui étudie les deepfakes, 14 000 vidéos hypertruquées étaient mises en ligne en 2019, ce qui représente une hausse de 84% par rapport à l'année précédente. Aux États-Unis, le Washington Post a ainsi calculé que durant son mandat, 30 573 fausses allégations ou mensonges ont été diffusés par le Président Donald Trump (principalement via son compte Tweeter). Au Brésil, un juge de la Cour suprême, le nommé Alexandre de Moraes a ordonné le mercredi 4 août 2021 l'ouverture d'une enquête contre le Président brésilien Jair Bolsonaro, pour diffusion de fausses informations. Ce fléau n'épargne aucune région du Monde.

Le Continent Africain est de plus en plus le théâtre de la diffusion de fausses informations dans le but parfois de faire avancer un objectif politique ou économique. De nombreuses campagnes soigneusement conçues déversent des millions de messages intentionnellement faux et trompeurs dans les espaces sociaux en ligne d'Afrique. En Afrique du Sud, une étude commanditée par la Fondation de la famille Ichikowitz a montré que de plus en plus de fake news sont diffusés sur Internet, ce qui porte atteinte au droit à l'information de près de 90% des jeunes du continent. Cependant les outils et les capacités de vérifications des informations dont disposent les citoyens restent très limités par rapport aux autres continents. Le caractère déstabilisateur de la désinformation pour la cohésion sociale et des dégâts que celle-ci est susceptible de causer tant sur le plan politique, économique, social et sanitaire, interpellent à plusieurs titres. L'on a vu combien les intox et la désinformation qui se sont multipliées et répandues très rapidement sur les réseaux sociaux pendant la pandémie à Covid-19 ont déclenché une véritable psychose qui a entraîné la réticence vis-à-vis du vaccin, freinant ainsi la riposte contre le virus. D'où l'importance de cette réflexion qui s'impose par son utilité, son actualité et sa nécessité pour nos sociétés. L'on parlerait même de son urgence, car il s'agit là d'un chantier sociétal qui se trouve aujourd'hui au cœur de la stratégie de développement et de croissance de toutes les grandes puissances dans le monde avec des budgets et des programmes plus que considérables qui y sont alloués.

Comprendre la désinformation

La désinformation renvoie à des informations manifestement fausses ou trompeuses créées, présentées et diffusées dans un but lucratif ou pour tromper intentionnellement le public. Ces informations sont très souvent partagées parce que l'utilisateur les croit vraies. La crédibilité de ces manipulations croît à mesure que l'intelligence artificielle se perfectionne.

La propagation de la désinformation a de nombreuses conséquences sur la société : elle met à mal la démocratie ; elle étiquette, stigmatise et polarise les débats ; elle met en danger la santé, la sécurité et l'environnement des citoyens, elle met à mal l'économie et le développement, en mettant en déroute la compétitivité et la croissance. En cela, elle est une maladie pour le corps social au sens d'Émile Durkheim. En effet, le sociologue français considère la société comme un corps humain qui peut être en santé ou malade, selon que la

norme ou la déviance se manifeste. La déviance selon le sociologue français provoque l'anomie sociale qui traduit le non-respect des règles édictées par la société.

De ce point de vue, la désinformation est une forme aggravée de l'anomie sociale car dans le cas d'espèce, dans un contexte de réseaux sociaux, il se trouve que les règles ne sont pas encore clairement établies. Le concept de désinformation reste largement insaisissable, tant il recouvre différents phénomènes et réalités. L'effort de définition du phénomène auquel nous nous sommes prêtés dans les paragraphes précédents reste encore inachevé. Il n'existe pas à l'échelle internationale de définition consensuelle de la notion de désinformation. Cette lacune peut s'expliquer par différents facteurs : d'une part, la délimitation stricte entre faits et mensonges ne va pas toujours de soi, et, d'autre part, la présence ou l'absence d'intention de nuire n'est pas toujours facile à établir en fonction d'un contexte donné. Dans le langage courant, et, souvent, dans les médias, la notion de désinformation recouvre des termes vagues qui n'offrent pas aux usagers une définition consensuelle du phénomène. Une difficulté supplémentaire réside dans le fait que la terminologie employée s'accorde difficilement avec les normes juridiques internationales. L'on peut donc clairement comprendre qu'une absence de règles clairement établies peut faire plus de mal à la société que le non-respect des règles existantes. Le Cardinal Christian Tumi ne disait-il pas que vaut mieux une église avec un mauvais prêtre qu'une église sans prêtre ?

Compte tenu des difficultés à qualifier ce qu'est la désinformation, ce n'est donc pas un hasard si, à quelques rares exceptions près, très peu de pays ont pu apporter des réponses législatives et réglementaires spécifiques pour y faire face. De plus, il n'est pas certain que le seul recours à la répression, par la dénonciation et la sanction notamment, suffise à la combattre.

Pourquoi la désinformation ?

La vulgarisation ou la démocratisation de l'usage des TIC au Cameroun a grandement facilité non seulement l'accès à l'information au grand public, mais aussi la création et la diffusion des informations par des individus « tout venant » qui, en majorité, ne possèdent pas les dispositions techniques, éthiques et professionnelles nécessaires. L'on peut également évoquer la multiplication des cas de persuasion clandestine des médias (selon les termes du sociologue et écrivain américain Vance Packard). Ce comportement correspond à la volonté de manipulation de l'opinion publique par certains médias, ou celle de nuire à la concurrence dans un contexte de compétitivité économique ou politique. Le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique fait observer qu'avant l'élection de janvier 2021 en Ouganda, un réseau de faux comptes opérant sur des réseaux sociaux comme Facebook, Instagram et Twitter avait diffusé une campagne de désinformation coordonnée en faveur du parti au pouvoir. Ce laboratoire d'idées fait d'ailleurs remarquer que certains de ces comptes étaient directement gérés par le gouvernement ougandais par le biais du Government Citizen Interaction Center (Centre d'interaction entre le gouvernement et les citoyens ou GCIC) du ministère des technologies de l'information et des communications et de l'orientation nationale. Le laboratoire de recherche en criminalistique numérique dénommé Digital Forensic Research Lab (DFRLab), basée en Afrique du Sud, a identifié au moins cinq profils d'utilisateurs associés au GCIC qui ont été supprimés lors du démantèlement du réseau par Facebook le 8 janvier 2021. Ce Centre a

inventorié une série de campagnes de désinformation de divers ordres en Ouganda, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, en Érythrée, en Afrique du Sud et au Soudan.

Selon le sociologue camerounais, Valentin Nga Ndongo (1993), la désinformation est la conséquence des mythes et des délires d'une société en crise. Elle traduit selon le même auteur une maladie qu'on retrouve fréquemment dans le contenu des journaux africains et des médias camerounais : l'information-spectacle. Ce dernier définit cette notion comme consistant en une information truquée et mensongère dans laquelle, selon la formule d'Ignacio Ramonet (1987), la mise en scène l'emporte sur la réalité, le vrai se conforme à des règles fausses. Elle est plus destinée à frapper l'imagination, à appâter le public qu'à lui apporter des éléments de connaissance.

Dans sa hargne à devancer ses concurrents dans la diffusion des scoops et à leur couper l'herbe sous les pieds, le journaliste court le risque de verser dans la fabulation, la prévision et la prophétie en utilisant souvent le conditionnel, mode grammatical par excellence de l'incertitude et de l'imprécision. Rumeurs, supputations, ballons d'essai, hypothèses, conjectures se substituent alors à l'information.

L'on se rend compte à travers les observations faite par Nga Ndongo en 1993, que la désinformation en tant que fait social n'est pas aussi récente qu'on pourrait le penser. La nouveauté réside dans le fait que le numérique a mis à disposition de divers acteurs les moyens de produire, diffuser et amplifier des informations trompeuses ou biaisées à des fins politiques, idéologiques ou commerciales à une échelle et une rapidité, et avec une audience sans précédent.

Par ailleurs, la mise en exergue du caractère protéiforme de la désinformation et des motivations qui la sous-tendent permet de mieux comprendre les mécanismes opératoires pour mieux la combattre, mais aussi de déterminer quels outils et acteurs sont susceptibles d'y faire face le plus efficacement afin de favoriser l'accès à l'information crédible, à la compétitivité et à la croissance.

Comment combattre la désinformation ?

Pour répondre à cette question, l'on ne va pas réinventer la roue, Il existe des solutions probantes qui sont adoptées aujourd'hui par les pays qui prennent leur développement au sérieux. Le développement et la croissance économique reposent sur l'accès à des sources diversifiées et fiables de nouvelles et d'informations. Cela permet au citoyen d'être éclairé sur la situation sociopolitique et économique, de se forger des opinions, de participer plus efficacement au débat public, de demander aux gouvernements et aux personnes ayant des responsabilités publiques de rendre des comptes.

En réponse à la montée de la désinformation en ligne et dans les médias sociaux, le gouvernement du Canada s'est par exemple donné comme priorité d'équiper les citoyens d'outils et de compétences nécessaires pour que ces derniers soient capables d'évaluer l'information en ligne avec un esprit critique. En 2020, Patrimoine canadien a versé 7 millions de dollars sur 9 mois à 23 projets livrés par des intervenants de la société civile canadienne

qui ont renforcé la pensée critique des citoyens vis-à-vis la désinformation en ligne, leur capacité à être plus résilients contre la désinformation, ainsi que leur capacité à s'impliquer dans les processus démocratiques.

Pour améliorer la résilience des citoyens pendant la pandémie de la COVID-19, le Programme de contributions en matière de citoyenneté numérique a reçu un financement de 3.5 millions de dollars pour amplifier les efforts de dix organismes qui aident les citoyens à réfléchir de manière critique aux informations sur la santé qu'ils trouvent en ligne, à identifier les informations incendiaires et la désinformation, et à limiter l'impact de messages racistes et/ou trompeurs sur les médias sociaux concernant la COVID-19. Le programme de contributions en matière de citoyenneté numérique a fait un second appel à propositions pour des projets visant à lutter contre la désinformation liée à la COVID-19. Ce financement a fourni une aide financière atteignant 40 000 \$ par projet.

En somme, le Programme de recherche en matière de citoyenneté numérique vise à aider les Canadiens à comprendre la désinformation en ligne et son incidence sur la société canadienne, et de constituer une base de données probante pour cerner les mesures et les politiques que le gouvernement pourrait mettre en œuvre dans ce domaine.

Ce Programme a lancé un appel à propositions pour fournir une aide financière (année fiscale 2022-2023) pour les types de projets de recherche suivants :

- Projets visant à évaluer l'efficacité des efforts déployés par les plateformes pour lutter contre la désinformation et d'autres préjudices en ligne ;
- Projets visant à comprendre le rôle des sources de désinformation non médiatiques et des médias alternatifs ; et
- Projets visant à identifier les fondements comportementaux et psychologiques de la propagation de la désinformation et d'autres contenus préjudiciables dans le contexte canadien.

La mise en place de plateformes dédiées permettant une meilleure détection de la désinformation en amont – grâce au recrutement de personnel spécialisé, et à la mise à disposition d'outils d'analyse de données – est aujourd'hui observable dans plusieurs pays. On peut citer :

- L'« Observatoire de la désinformation et de la violence symbolique dans les médias et les plateformes numériques » argentin, qui a pour objectif de protéger les citoyens contre les fausses nouvelles, malveillantes et fallacieuses.

- Le « FactCheck Center de la Seoul National University » (SNU), qui est un service public via lequel des universitaires et 27 grands médias collaborent afin de restaurer la confiance des consommateurs d'informations dans le journalisme et pour répondre correctement à la désinformation - devenue un problème social majeur en Corée du Sud.

- En Thaïlande, l'« Anti-Fake News Center Thailand » a été lancé officiellement le 1er novembre 2019 par le ministère de l'Économie et de la Société numériques – avec la coopération de la Police, de l'Armée, du Consumer Protection Board, de la Food and Drugs Administration et du Public Relations Department - afin d'aider les publics à reconnaître et à déconstruire les fausses informations ; le site Web, qui publie également son contenu sur Facebook, Twitter et Line. Il est géré par le ministère de l'Économie et de la Société numériques.

- Le Conseil National letton des medias électroniques de masse, qui a récemment lancé un appel d'offres dans lequel les médias audiovisuels pouvaient percevoir jusqu'à 50 000 € pour des initiatives d'éducation aux medias.

En Afrique, un certain nombre de pays ont déjà pris la mesure de l'urgence et mis sur pied des instances publiques spécialisées dans la lutte contre la désinformation. Parmi ces bons élèves, l'on peut citer sans être exhaustif :

- Le Bénin où a été mise en place « Anti-fakenews.bj », la plateforme nationale de lutte contre la propagation des « fake news », avec l'appui de l'Agence pour le développement du Numérique et de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information.

-Le Rwanda qui s'est fixé un objectif d'éducation digitale de la population pour tous les jeunes âgés de 16 à 30 ans, via un programme national d'alphabétisation numérique, dont l'ambition est de parvenir à l'alphabétisation numérique d'au moins 60% chez les jeunes adultes d'ici 2024.

- La Tunisie où la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle a mis en place une plateforme de vérification des faits, opérationnelle depuis l'automne 2019, à l'occasion des élections présidentielles et législatives.

- En Guinée-Bissau, le PNUD et le ministère de la santé ont appuyé le développement d'un site de vérification de faits (www.nobaschecker.org) qui aide les citoyens lusophones à accéder à des informations crédibles sur la COVID-19. En mettant en place une ample communauté de vérificateurs de faits parmi lesquels des journalistes, des médecins, des économistes de la Guinée-Bissau et du monde entier, le site vise à combattre la désinformation autour de la pandémie en fournissant des faits et des informations vérifiés.

- Au Cameroun, depuis deux ans, le réseau #defyhatenow est à l'initiative du programme Africa Fact-checking Fellowship (#AFFCCameroon) dont le but est de former des professionnels de l'information à la vérification des faits en ligne et à la détection des discours de haine. #AFFCCameroon vise à promouvoir la vérification des faits, le journalisme de données et les droits numériques aux journalistes, blogueurs et créateurs de contenu en Afrique. Ceci à travers l'organisation des conférences et ateliers ; y compris les programmes de formation de trois mois, qui visent à fournir aux boursiers les compétences et les outils nécessaires pour relever les défis actuels de l'information dans leurs pays d'opération.

Conclusion

En guise de conclusion, et surtout de solution, notre analyse permet de se rendre compte que la lutte contre la désinformation n'est pas tant au niveau des médias que de la population. C'est vrai que moins d'une dizaine de journaux au Cameroun ont une structure qui en fait de véritables journaux (publication périodique, siège, rédaction, rubriques, contrat de travail, etc.). La crise actuelle avec son cortège de tensions politiques et sociales, de manifestations violentes, d'émeutes, de casses et de tueries offre un champ idéal de déploiement de l'information-spectacle, ce qui alimente l'appétit des «journalistes du Hilton» pour la violence, le sang, la mort, le scandale, le chaos, l'insolite, la bizarrerie. Nous soutenons cependant que la formation du citoyen au discernement, à l'esprit critique et à la responsabilité permet de renforcer les médias crédibles et de discréditer, illégitimer et marginaliser les mauvais médias. Pour y parvenir, les gouvernements africains doivent déjà s'efforcer à être des modèles d'utilisation de la technologie numérique avec intégrité. Ceux-ci doivent ensuite travailler en collaboration avec toutes les expertises (société civile, organisations non gouvernementales, sociétés technologiques, etc.) pour promouvoir les campagnes nationales de compétences numériques et les efforts de vérification des faits accessibles à tous. Plus concrètement il conviendrait, entre autres, de :

- Élever l'éducation aux médias et à l'information au rang de priorité dans les politiques publiques, afin d'aider les citoyens à naviguer dans l'écosystème des médias numériques.
- Soutenir et financer la recherche sur les mécanismes de fonctionnement de la désinformation.
- Soutenir le développement et la généralisation d'outils permettant aux utilisateurs et au grand public de lutter contre la désinformation sur les réseaux sociaux
- Mettre sur pied les mécanismes d'évaluation de l'efficacité de ces différents efforts.

Le but étant d'aider toute la société à passer du mythe à la réalité, de la fiction au concret, de la passion à la raison, de la facilité à la rigueur, de l'expression des opinions à l'analyse des faits. Toutes choses indispensables au développement harmonieux d'une société et à la croissance.

Références bibliographiques

Ouvrages

Boyomo-Assala Laurent C, "V. Nga Ndong (1993). Médias au Cameroun. Mythes et délires d'une société en crise ». In: Communication. Information Médias Théories, volume 18 n°2, automne 1998. pp. 213-220.

Durkheim Emile, *Les Règles de la méthode sociologique* (1894), Paris, Payot, coll. "Petite Bibliothèque Payot", 2009.

Nga Ndong Valentin, *Médias au Cameroun. Mythes et délires d'une société en crise*, L'Harmattan, Paris, 1993.

Articles

Deeptrace, 27 septembre 2019, Rapport « The State Of Deepfakes: Landscape, Threats and Impact ».

Nna Ntimban Albert, *Le « journalisme du Hilton » au Cameroun : Mécanismes, rationalités d'une pratique et enjeux politiques des acteurs*, Editions Cheikh Anta Diop, Douala, 2019.

Packard Vance, *La Persuasion clandestine*, Calmann-Lévy, Paris, 1998.

Webographie

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Cartographie de la désinformation en Afrique », *Infographe*, 13 mai 2022, URL : <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>, Consulté le 15-11-2022, à 07h33.

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Hausse de la désinformation intérieure en Afrique », *Éclairage*, 18 octobre 2021, URL : <https://africacenter.org/fr/spotlight/hausse-de-la-desinformation-interieure-en-afrique/>, Consulté le 15-11-2022, à 6h55.

Claire Langlais-Fontaine, « Démêler le vrai du faux : étude de la capacité du droit actuel à lutter contre les deepfakes », in *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 18 | 2020, mis en ligne le 12 juin 2020, consulté le 11 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9747> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.9747>.

De la Brosse Renaud, « La lutte contre la désinformation dans les politiques publiques francophone. État des lieux comparatif », URL : https://www.francophonie.org/sites/default/files/2022-10/OIF_Rapport%20politiques%20publiques_Lutte%20contre%20la%20de%CC%81sinformation.pdf, consulté le 16-11-2022 à 23h42min.

Gouvernement du Canada, « Désinformation en ligne », URL : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/desinformation-en-ligne.html>, Consulté le 17-11-2022 à 22h26min.

Institut d'Étude et de Sécurité, « Qui alimente la désinformation en Afrique », 7 septembre 2022, URL : <https://issafrica.org/fr/iss-today/qui-alimente-la-desinformation-en-afrique>, Consulté le 16-11-2022, à 23h31min.

PNUD, « les gouvernements doivent mener la lutte contre la mésinformation et la désinformation sur le coronavirus », 10 JUIN 2020. URL : <https://www.undp.org/fr/press-releases/pnud-les-gouvernements-doivent-mener-la-lutte-contre-la-mesinformation-et-la-desinformation-sur-le-coronavirus>, Consulté le 17-11-2022 à 22h29min.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides